

## Liste des pays africains qui attirent de plus en plus d'investisseurs... et ceux qui en perdent

Alors que l'Africa Oil Week se termine vendredi au Cap, en Afrique du Sud, avec 1 200 professionnels du secteur pétrolier, *Jeune Afrique* fait le point sur les pays qui ont la cote et ceux qui rebutent les investisseurs.

### Les nouveaux pays attractifs

#### • Sénégal

Le pays de la Teranga est, sans conteste, celui qui a suscité le plus d'engouement lors de l'édition 2016 de l'Africa Oil Week avec la découverte récente de gigantesques réserves de gaz au large des côtes du pays par l'américain Kosmos – qui s'était précédemment illustré par la découverte du fameux gisement de pétrole Jubilee au Ghana – ainsi que du même produit par son homologue Cairn qui a, lui aussi, contribué à mettre le Sénégal sur la carte énergétique mondiale.

« Si les réserves sont indubitablement massives, il reste encore énormément de chemin à faire avant que leur exploitation commerciale ne puisse se faire », estime toutefois le directeur de l'exploration d'une major occidentale pour qui le Sénégal reste géographiquement moins bien placé que le Mozambique, autre pays avec un grand potentiel gazier, situé davantage à proximité des principaux clients du secteur, les pays asiatiques. Par ailleurs, les autorités de Dakar doivent prouver aux investisseurs leur capacité à trancher dans les conflits entre partenaires locaux et/ou internationaux qui se sont multipliés ces derniers temps.

#### • Kenya

Depuis les découvertes de Tullow, au nord-ouest du pays, dans la région du lac Turkana, les missions de groupes pétroliers se succèdent dans le pays, tant pour les champs pétrolifères à terre, en mer, qu'au long de la frontière maritime avec la Tanzanie et la Somalie où la présence de gaz est avérée.

Toutefois, la question sécuritaire au nord du pays – là où les perspectives sont les plus intéressantes – reste problématique selon les professionnels du secteur rencontrés au Cap. Du fait des risques liés à l'activité de groupes extrémistes proches des terroristes d'Al-Shabbaab actifs au nord du Kenya, le consortium entre le français Total, le britannique Tullow et le chinois Oil-CNOOC, en Ouganda, a préféré faire passer son pipeline d'exportation par la Tanzanie et non par le port kényan de Lamu. Il ne desservira donc pas les projets autour du lac Turkana. Ceux-ci devront construire leur propre pipeline intra-Kenya, ce qui rend leur modèle économique plus fragile.

#### • Somalie

Le pays, qui sort lentement de la guerre, est l'un des derniers territoires du continent inexplorés par les compagnies pétrolières. Les représentants du ministère des Ressources naturelles du pays ont été beaucoup sollicités pendant l'Africa Oil Week, auquel ils participaient pour la première fois. Ils devront toutefois résoudre leur différend frontalier avec le voisin kényan, certains blocs kényans et somaliens mis en vente par les deux pays qui se chevauchent.

### Les pays en perte de vitesse

#### • Gabon

Lors de cette édition de l'Africa Oil Week, il n'y avait pas grand monde intéressé par ce « vieux » pays pétrolier qui extrait du brut de son sous-sol depuis 1956 et dont la production est en baisse depuis un pic atteint en 1995 (-9% entre 2014 et 2015, avec une production d'environ 200 000 barils par jour).

Les majors présents sur place – Total, Eni et Shell – ont bien lancé des programmes d'exploration, mais ceux-ci se sont révélés infructueux. Et les tensions politiques actuelles nées de la dernière présidentielle – qui ont entraîné des grèves dans le secteur pétrolier – ne sont pas pour rassurer de potentiels investisseurs.

La volonté de Shell de sortir du pays – la finalisation d'une revente d'une partie de ses actifs devrait être annoncée d'ici la fin de l'année 2016 – est aussi un signe négatif pour les professionnels du secteur.

#### • Algérie

Ce pays du Maghreb reste un mastodonte africain du secteur, avec autour de 1,1 million de barils par jour. Mais les multiples changements à la tête de la compagnie nationale Sonatrach, ainsi que des réglementations fiscales et pétrolières ont entraîné la méfiance des investisseurs, très sélectifs en cette époque de cours du brut très bas.

Le pays est en conflit judiciaire avec plusieurs grandes compagnies, notamment avec Repsol et Total, qui contestent l'application d'une « méga taxe fiscale » qui leur est faite, alors qu'ils estiment qu'une clause contractuelle leur garantit un périmètre fiscal stable.